

# La « dette » ?

## Arnaque,

## Mensonge et

## Austérité

La dette est à la fois l'ardoise de Macron et le cheval de la mère des batailles de Barnier contre le peuple. Explications.

### **Dette, quelle définition officielle ?**

*« La dette est la somme des emprunts qui ont été réalisés par le passé et qui n'ont pas encore été remboursés à ce stade. Elle est égale à la somme des déficits accumulés au fil des années de laquelle sont retranchés les excédents qui ont pu être réalisés. »*

*La dette publique est celle de l'ensemble des administrations publiques, au premier rang desquelles l'État, dont la dette est gérée par l'Agence France Trésor (AFT) et qui représente 80 % de la dette publique totale à la fin du 1er trimestre 2023. La dette publique inclut aussi la dette des organismes de sécurité sociale (notamment la CADES, l'UNEDIC et Urssaf Caisse nationale), des collectivités locales (bloc communal, départements, régions) et des organismes divers d'administration centrale (par exemple SNCF Réseau). » (source : Assemblée nationale)*

### **Mais en vrai, la dette, c'est d'abord une affaire de marché**

L'État, pour financer ses dépenses, emprunte aux marchés financiers, et non à la Banque de France depuis longtemps.

Alors que l'État français et d'autres pays européens se sont endettés à taux réels nuls ou négatifs pendant plusieurs années (entre 2012 et 2022), la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne remontent leurs taux pour contrer l'inflation.

Si elle dure dans le temps, cette nouvelle hausse des taux d'intérêt augmentera le coût de refinancement des États européens et fera encore davantage de la dette un instrument mobilisé pour justifier la destruction des services publics et des modèles sociaux.

Cela a déjà commencé en France avec une mise en garde du FMI qui a appelé à l'accélération des « réformes structurelles », telles que le recul de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation.

## **Pourquoi l'endettement d'un État à taux négatifs peut finir par mener à l'explosion de la dette publique ?**

*Un État ne fonctionne pas comme un ménage, quand il contracte un emprunt, il rembourse des intérêts chaque année, et la somme empruntée au départ à la fin du prêt*

Entre 2012 et 2022, les taux d'intérêt réels influencés par ceux de la BCE ont été très faibles ou nuls. Dans cette situation, un ménage qui s'endette à taux fixes aurait tout intérêt à contracter un emprunt. En effet, un taux d'intérêt réel négatif signifie qu'en prenant en compte les effets de l'inflation sur la période totale de l'emprunt, un·e emprunteur·euse est payé·e pour s'endetter.

Par exemple, s'il s'endette à 0,5%, mais que l'inflation est de 1%, cette dernière rogne le taux d'intérêt, le rendant même négatif, à -0,5%. On pourrait donc penser que dans une telle situation, un État aurait intérêt à s'endetter considérablement pour financer ses dépenses d'investissement et ses dépenses courantes avec un argent qui ne lui coûte rien.

**Or, un État ne fonctionne pas comme un ménage.** Quand il contracte un emprunt, il rembourse des intérêts chaque année et le principal (le capital emprunté au départ) à échéance, à la fin du prêt.

## **Mécanisme de la dette, comment la faire « rouler »**

**. Si l'État français emprunte 100 euros sur 10 ans à 2% d'intérêt,** il remboursera chaque année le « coupon » (= les intérêts), qui représente 2% de 100 euros, donc deux euros. Elle remboursera 2 euros chaque année pendant 10 ans, donc 20 euros à terme.

10 ans après l'emprunt, lorsque son prêt arrive à échéance, l'État français devra rembourser le « principal », c'est-à-dire la somme empruntée au départ. Dans notre exemple, cela représente 100 euros.

**. Comme le principal est une somme très importante, qui se compte en milliards d'euros, l'État qui emprunte n'a pas les moyens de la déboursier.**

Il s'endette donc à nouveau de la somme à rembourser pour pouvoir payer ses créanciers.

**. Dans notre cas, l'État français, au moment auquel il doit rembourser les 100 euros empruntés au départ, contracte un nouvel emprunt de 100 euros auprès d'autres créanciers.**

Lorsque ce nouvel emprunt arrivera à échéance, il s'endettera à nouveau de 100 euros auprès d'autres prêteurs, et ainsi de suite.

**C'est ce qu'on appelle faire rouler sa dette.**

## **La dette est d'abord et avant tout le « marché de la dette »**

**. La Banque Centrale Européenne ne prête pas aux États, elle prête aux banques qui à leur tour prêtent aux États en achetant leurs titres souverains.**

**. Ensuite ces banques peuvent les revendre sur le marché secondaire à des tiers, par exemples des fonds d'investissements, à d'autres banques, à des fonds voutour ou à la BCE.**

**. Ce mécanisme de financement de la dette des États par les « marchés financiers » permet à ceux-ci d'exercer des pressions sur les pouvoirs publics pour obtenir la meilleure rémunération possible en profitant de situation de crise qu'ils contribuent d'ailleurs à provoquer ou à accentuer.**

### **La situation actuelle des pays membres de la zone euro**

Ceux dont les économies sont les plus fortes (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Autriche, Finlande...) se sont endettés, sur ce modèle-ci, à taux très faibles et, dans quelques cas, à taux négatif (principalement dans le cas de l'Allemagne) pendant plusieurs années.

**. Comme un État fait « rouler sa dette », si les taux d'intérêt augmentent, au moment où il va se refinancer – c'est-à-dire au moment où il va devoir réemprunter de l'argent pour rembourser un ancien prêt arrivé à échéance – son niveau d'endettement va augmenter car les intérêts seront plus importants.**

. Reprenons notre exemple. L'État français s'est donc endetté de 100 euros sur 10 ans, avec 2% d'intérêt. Si, au bout des dix années sur lesquelles courait l'emprunt, les taux d'intérêt sont passés à 8%, pour faire rouler sa dette (réemprunter la somme due quand elle doit être remboursée), il va devoir s'endetter de 100 euros à 8% d'intérêt.

**. Ainsi, son endettement global va augmenter car les intérêts à rembourser au cours des prochaines années augmentent par rapport aux années précédentes (de 2% de 100 euros à 8% de 100 euros, de 2 euros à 8 euros). Ainsi, son principal (la somme empruntée) reste le même mais la somme des intérêts augmente.**

**. Dans le cas présent, l'augmentation des taux d'intérêt pratiqués par la BCE fait mécaniquement remonter les taux que les banques et les autres acteurs des marchés financiers exigent des États.**

Cela a lieu dans un contexte de ralentissement de l'activité économique qui provoque automatiquement une réduction des rentrées d'impôts (sauf si le gouvernement les augmente).

Si effectivement les recettes des impôts diminuent, le besoin de recourir à l'emprunt augmente. Et on est parti dans un cercle vicieux avec un possible effet boule de neige c'est à dire une forte augmentation de la dette et des intérêts à payer.

**Ainsi, s'endetter à taux négatifs pour un État peut aboutir à une explosion de la dette publique.** Il suffit pour cela que les taux d'intérêt augmentent au moment où l'État doit se refinancer, quand il doit rembourser du capital emprunté car un emprunt arrive à échéance.

# Quand l'endettement public augmente, il est instrumentalisé pour mener à bien un agenda néolibéral de destruction des services publics et des modèles sociaux

. L'endettement public est en permanence instrumentalisé par les gouvernements, par la Commission européenne, par le Fonds monétaire internationale, ou encore les [agences de notation](#), pour pousser à l'adoption de mesures d'austérité.

**Ces dernières sont synonymes de baisse des budgets sociaux** (éducation, santé), de privatisations, de destruction des modèles sociaux qui permettent au plus grand nombre de vivre mieux (Sécurité sociale, système de retraites [par répartition](#), assurance chômage de moins en moins protectrice)...

***L'instrumentalisation de la dette publique pour faire reculer le rôle protecteur de l'État dans l'économie n'est pas nouvelle, elle est prégnante depuis le tournant néolibéral des années 1970-1980.***

Si la pandémie de Covid-19 a constitué une parenthèse avec des niveaux d'endettement massifs des États pour répondre à la crise (alors qu'il y avait d'autres solutions, voir plus bas), le même refrain est en train de revenir.

**. En novembre 2022, le [FMI](#) s'est inquiété des niveaux de déficits et d'endettement public de l'État, insistant sur la nécessité de mener à bien des « réformes structurelles », du système des retraites ou de l'assurance chômage par exemple ...**

**. Des « conseils » que le gouvernement français suit et partage puisque Élisabeth Borne a annoncé la refonte du système des retraites le 10 janvier 2023, avec le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 ans actuellement à 64 ans d'ici à 2030 et l'allongement de la durée de cotisation.**

**. Le lien entre l'endettement et cette réforme est clairement posé dans le Programme de Stabilité (PSTAB) 2022-2027, présenté en juillet 2022 par le Ministère de l'Économie, des Finances, et de la souveraineté industrielle et numérique à la Commission européenne : « La maîtrise des dépenses publiques repose principalement sur des réformes structurelles, la réforme des retraites notamment. »**

**L'instrumentalisation du niveau de dette publique pour mettre en place des mesures néolibérales détériorant l'existence de la majorité de la population (et principalement pour les plus pauvres, qui, pour un quart d'entre eux, meurent avant l'âge de 62 ans) est donc incontestable.**

. Si un État refuse de suivre ce programme mortifère, il subit la foudre des agences de notation et voit les taux d'intérêt auxquels il emprunte exploser.

. Si ses taux d'intérêt explosent, sa dette publique va suivre et la pression pour privatiser, détruire les services publics et la protection sociale sera de plus en plus forte.

**Le mode d'endettement d'un État ne garantit pas qu'un emprunt à taux négatif n'aboutisse pas à une explosion de la dette publique quand l'État devra se refinancer.**

## Quelles alternatives ?

**Comme la hausse de la dette publique est, depuis plus de trois décennies, le prétexte à la destruction des services publics et des systèmes de protection sociale, il faut :**

1 Réaliser un audit citoyen de la dette publique et annuler sa part illégitime.

2 L'annulation risque, sur le court terme, de provoquer une « sanction » des agences de notation et des marchés financiers, donc une forte hausse des taux d'intérêt auxquels le pays emprunte.

3 Contourner cette sanction en mettant en place une taxation progressive, qui mette radicalement à contribution les plus riches, notamment les 1% les plus riches, et les grandes entreprises.

*Franklin Roosevelt, lors de son passage à la Présidence des États-Unis, a fait passer le taux d'imposition des plus riches de 25% à 91%. Une telle mesure est donc tout à fait possible.*

4 Pour que cette taxation soit efficace, il faut mettre en place un contrôle des mouvements de capitaux, qui interdit toute transaction internationale au-delà d'un certain montant déterminé.

5 Revenir à un système d'endettement public basé sur des banques centrales au service des gouvernements démocratiquement élus, qui prêtent aux pouvoirs publics à taux zéro.

Il faudrait également obliger les grandes entreprises, nationales et étrangères, et les ménages les plus riches à prêter aux pouvoirs publics, à taux zéro également.

À l'inverse, un taux d'intérêt réel positif serait proposé aux ménages des classes populaires pour les inciter à prêter à l'État. Les pouvoirs publics utiliseraient cet endettement légitime pour financer un vaste programme de transition écologiste, féministe, socialiste et antiraciste, qui profiterait à l'immense majorité de la population.

L'endettement public légitime aurait notamment pour fonction de réunir des ressources nécessaires aux investissements massifs et exceptionnels qui doivent être faits le plus rapidement possible dans la bifurcation écologique.

Ces investissements dépassant largement les budgets publics courants, l'endettement prendrait ici tout son sens car il permettrait d'assurer des dépenses exceptionnellement importantes.

6) Ce programme permettrait, entre autres, de financer des services publics gratuits, de développer massivement les énergies renouvelables respectueuses de l'environnement, de financer la fermeture complète des centrales nucléaires ou thermiques, de remplacer les modes

de transport routiers et aériens au profit de transports collectifs par voies ferrés, de rénover rapidement un maximum d'habitation pour qu'elles soient mieux isolées...

Cet endettement légitime permettrait également de lancer une grande reconversion de l'agriculture pour aller vers une souveraineté alimentaire respectueuse de l'environnement car favorisant les circuits courts et respectant la biodiversité.

*JG*  
*avec la source du*  
*Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*